Une équipe du FMI a effectué une mission virtuelle de consultation au Burundi

FMI, 17 mars 2022 Les services du FMI achÃ¨vent leur mission de consultation de 2022 au titre de lâ€™article IV Ã la RÃ©publique du Burundi Washington, DC â€“ Le 17 mars 2022 :Â Une Ã©quipe du Fonds MonÃ©taire International (FMI) dirigÃ par Madame Mame Astou Diouf, cheffe de mission pour le Burundi, a effectuÃ© une mission virtuelle du 24 fÃ©vrier au 16 mars 2022 pour mener des entretiens relatifs aux consultations au titre de lâ€™article IV des statuts du FMI.

Au terme de la mission, Madame Diouf a fait la dÃ©claration suivante : Â« Les autoritÃ©s burundaises et les services du FMI ont discutÃ© des dÃ©veloppements Ã©conomiques rÃ©cents, des perspectives Ã moyen terme et des politiques macroÃ©conomiques Ã mettre en Å“uvre en rÃ©ponse Ã la pandÃ©mie de COVID-19 et aux effets de la guerre en Ukraine, ai que pour maintenir la stabilitÃ© de lâ€™Ã©conomie burundaise.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});

Â« Le PIB rÃ©el a rebondi de 2.4 pour cent en 2021, sous lâ€™effet dâ€™une reprise des activitÃ©s des secteurs primaire et te qui ont bÃ©nÃ©ficiÃ© de lâ€™assouplissement des mesures de distanciation et de restrictions de voyage. La production agricol Ã©tÃ© soutenue par lâ€™amÃ©lioration de la fourniture dâ€™intrants, y inclus celle des engrais et des semences de qualitÃ©. secteur secondaire a connu une croissance plus faible comparÃ©e Ã 2020 causÃ©e par le ralentissement des activitÃ©s miniÃ¨res induits par des renÃ©gociations dâ€™agrÃ©ments dâ€™exploitation. La relance Ã©conomique amorcÃ©e devrait se avec une croissance du PIB Ã 3.6 pour cent en 2022 tirÃ©e concomitamment par tous les secteurs, bien que ralentie par les effets de la guerre en Ukraine. Â« Dans le moyen terme, la croissance devrait sâ€™accÃ©lÃ©rer au fur et Ã mesure que le effets de la pandÃ©mie de COVID-19 sâ€™estomperont et que les projets dâ€™investissements et les rÃ©formes en cours por leurs fruits. La croissance Ã©conomique pourrait Ãªtre plus forte que projetÃ©e compte tenu des initiatives du gouvernement, des rÃ©formes pour soutenir la rÃ©silience de lâ€™Ã©conomie et de la possibilitÃ© de financement Ã©trangers plus Ã©levÃ©s prÃ©vus faisant suite Ã la collaboration plus proche avec la communautÃ© internationale. Cependant, des risques pÃ¨sent sur le cadre macroÃ©conomique en raison des incertitudes entourant la situation gÃ©opolitique en Europe, la fin de la pandÃ©mie et les alÃ©as climatiques au Burundi. Â« Lâ€™inflation a augmentÃ© pour se situer Ã 8,3 pour cent en 2021 (cont 7,5 pour cent en 2020) tirÃ©e par le renchÃ©rissement des prix des produits alimentaires. Elle devrait sâ€™accÃ©lÃ©rer Ã 9.2 cent en 2022, Ã cause de la hausse des prix des matiÃ¨res premiÃ¨res comme le pÃ©trole, une consÃ©quence de la crise en Europe. Lâ€™inflation importÃ©e pourrait cependant Ãªtre moindre que les prÃ©visions actuelles, compte tenu de la possibilitÃ dâ€™une production agricole meilleure que prÃ©vue qui pourrait rÃ©duire les prix des produits alimentaires, des mesures de rÃ©gulation des prix des produits stratÃ©giques et des initiatives de substitution aux importations en cours. Â« Le dÃ©ficit budgÃ©taire est projetÃ© Ã 4.6 pour cent en 2021/22 (contre 7.9 pour cent en 2020/21), une consolidation budgÃ©taire favorisÃ©e par lâ€™amÃ©lioration du recouvrement des recettes et une hausse des dons, notamment grÃ¢ce aux dons de vaccins contre la COVID-19, ainsi quâ€™une baisse des dÃ©penses courantes. Les investissements publics devraient se raffermir, marquant une reprise aprÃ¨s le ralentissement causÃ© par la pandÃ©mie. Le dÃ©ficit budgÃ©taire devrait cependant se creuser en 2022/23 sous lâ€™impulsion dâ€™une augmentation plus poussÃ©e des investissements publics, compensant le rebondissement attendu des recettes et des dons. Â« Le dÃ©ficit du compte des transactions courantes sâ€™est creusÃ© en 2021 sous le double effet dâ€™une baisse des exportations (de cafÃ© et produits miniers) et dâ€™une hausse des importations rÃ©pondant aux besoins de lâ€™Ã©conomie en biens intermÃ©diaires et de lutte contre la COVID-19. Les appuis financiers extÃ©rieurs, y inclus le dÃ©caissement de la FacilitÃ© de CrÃ©dit Rapide (FCR) et lâ€™allocation gÃ©nÃ©rale de Droits de Tir SpÃ©ciaux (DTS) adoptÃ©e en aoÃ»t 2021 par le FMI, ont soutenu les rÃ©serves internationales de change du Burundi qui se sont portÃ©es Ã fin dÃ©cembre 2021 Ã 2.1 mois dâ€™importations prospectives. MalgrÃ© une hausse des exportations dâ€™ dÃ©ficit du compte des transactions courantes devrait se creuser davantage en 2022, Ã cause de la hausse des prix des matiÃ¨res premiÃ¨res, notamment ceux du pÃ©trole. Â« La Banque de la RÃ©publique du Burundi (BRB) a adoptÃ© depuis 2019 des mesures de soutien au secteur bancaire incluant un apport accru de liquiditÃ© et des ressources Ã maturitÃ© longue. La croissance du crÃ©dit au secteur privÃ© sâ€™est montrÃ©e dynamique en 2021, portÃ©e par les facilitÃ©s de refinancement octroyÃ©es aux banques par la BRB, la subvention indirecte des coÃ»ts du crÃ©dit, ainsi que la crÃ©ation de nouvelles banques (dÃ©diÃ©es Ã lâ€™habitat, aux jeunes et aux femmes). Le systÃ¨me bancaire continue Ã Ãªtre globalemen rÃ©silient avec des indicateurs de stabilitÃ© financiÃ¨re largement respectÃ©s (Ã lâ€™exception de ceux liÃ©s aux rÃ©serves change) et des prÃªts non performants autour de 4,1 pour cent en septembre 2021. Cependant, le nombre de prÃªts restructurÃ©s reste non nÃ©gligeable. Â« Dans le moyen terme, le Burundi continuera Ã faire face au dÃ©fi de financer les dÃ©penses prioritaires de protection sociale, celles de relance Ã©conomique et de dÃ©veloppement et celles de lutte contre la COVID-19 dâ€™une part et de soutenir la viabilitÃ© de la dette publique et de celle extÃ©rieure dâ€™autre part. Les politique macroÃ©conomiques sâ€™attÃ¨leront notamment Ã assurer : (i) une politique budgÃ©taire prudente, protÃ©geant les dÃ©pens prioritaires et porteuse de croissance Ã©conomique ; (ii) une politique monÃ©taire et financiÃ¨re garante de la stabilitÃ© des prix et du systÃ¨me financier ; (iii) un rÃ©Ã©quilibrage prudent des politiques macroÃ©conomiques pour rÃ©tablir la viabilitÃ© extÃ©rieure et porter la couverture des rÃ©serves de change Ã des niveaux plus confortables ; (iv) Ã attÃ©nuer les entraves Ã croissance en continuant Ã amÃ©liorer la compÃ©titivitÃ© par des rÃ©formes structurelles et (v) Ã renforcer davantage la gouvernance, Ã lâ€™image des engagements pris par le gouvernement afin dâ€™assurer la bonne gouvernance des dÃ©pens lutte contre la COVID-19 en prÃ©parant des rapports semestriels auditÃ©s de gestion de ces dÃ©penses, en cherchant Ã identifier les bÃ©nÃ©ficiaires ultimes des entreprises privÃ©es ayant intervenu dans le cadre de ces dÃ©penses et en publiant

les lois de rÃ¨glements auditÃ©es. Â« La mission a rencontrÃ© S.E. Dr. Domitien Ndihokubwayo, Ministre des Finances, du Budget et de la Planification Ã©conomique (MFBPE) ; M. Jean Ciza, Gouverneur de la Banque de la RÃ©publique du Burundi (BRB) ; M. Audace Niyonzima, Premier Vice-Gouverneur de la BRB ; Mme Christine Niragira, SecrÃ©taire Permanente du MFBPE. La mission a Ã©galement rencontrÃ© dâ€™autres officiels du gouvernement et de la BRB, ainsi que des reprÃ©sentants des banques commerciales, dâ€™organisations non gouvernementales et des bailleurs de fonds. Â« La mission saisit cette occasion pour remercier les autoritÃ©s burundaises pour leur coopÃ©ration et disponibilitÃ©, et pour des Ã©changes riches et ouverts. Â» DÃ©partement de la communication du FMI Les communiquÃ©s de presse de fin de mission contiennent des dÃ©clarations des Ã©quipes des services du FMI qui rendent compte de leurs conclusions prÃ©liminaires aprÃ¨s leur visite dans un pays. Les avis exprimÃ©s dans la prÃ©sente dÃ©claration sont ceux des services du FMI et ne correspondent pas nÃ©cessairement Ã ceux du conseil dâ€™administration du FMI. Ã€ partir des conclusions prÃ©liminaires de cette mission, les services du FMI Ã©tabliront un rapport qui, sous rÃ©serve de lâ€™approbation de la directi sera prÃ©sentÃ© au conseil dâ€™administration pour examen et dÃ©cision. â€¢ Lâ€™Ã©conomie burundaise a enregistrÃ© u Ã©conomique en 2021, qui devrait se solidifier en 2022, nonobstant les effets de la guerre en Ukraine. Dans le moyen terme, le Burundi continuera Ã faire face au dÃ©fi de financer les dÃ©penses prioritaires de protection sociale, de dÃ©veloppement et de lutte contre la COVID-19, tout en veillant Ã la viabilitÃ© extÃ©rieure et celle de laÂ dette. â€¢ Le dÃ©fic compte courant sâ€™est creusÃ© en 2021 et devrait sâ€™accroitre davantage en 2022, Ã cause de la hausse des prix du pÃ© boostÃ©s par la crise en Europe, cependant attÃ©nuÃ© par une hausse des exportations soutenue par un regain du prix de lâ€™or. â€¢ Les projections prÃ©voient une baisse sensible du dÃ©ficit fiscal durant lâ€™annÃ©e budgÃ©taire 2021/22. Les r publiques vont continuer leur bonne performance, soutenues par les mesures fiscales adoptÃ©es dans les lois de finance prÃ©cÃ©dentes, alors que les dÃ©penses vont Ãªtre contenues.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});